

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 66bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, inséré par l'arrêté royal du 5 mars 2006, le mot "quatorzième" est à chaque fois remplacé par le mot "septième".

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 66bis van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 maart 2006, wordt het woord "veertiende" telkens vervangen door het woord "zevende".

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/205805]

24 OCTOBRE 2013. — Arrêté royal modifiant les articles 59quater/1, 59quater/2, 59quinquies/1 et 70 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 18 juillet 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 août 2013;

Vu l'accord du Ministre au Budget, donné le 4 septembre 2013;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence concernant le développement durable, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Vu l'avis 54.118/1 du Conseil d'Etat, donné le 3 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 59quater/1 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, inséré par l'arrêté royal du 20 juillet 2012, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup>) au § 1<sup>er</sup>, il est inséré un alinéa entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> alinéa, rédigé comme suit :

« Si le jeune travailleur ne donne pas suite à la demande d'informations dans le délai d'un mois prévu à l'alinéa 2, un rappel lui est envoyé par lettre recommandée à la poste. »;

2<sup>o</sup>) le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Le jeune travailleur qui ne donne pas suite au rappel par lettre recommandée visé à l'alinéa 3, dans un délai de cinq jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la lettre précitée, est exclu du bénéfice des allocations conformément aux dispositions de l'article 70. »;

3<sup>o</sup>) le § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« La demande d'informations visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et la lettre recommandée à la poste visée à l'alinéa 3 sont censées être reçues le 3<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste. »;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/205805]

24 OKTOBER 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 59quater/1, 59quater/2, 59quinquies/1 en 70 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 18 juli 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 augustus 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 2013;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Gelet op het advies 54.118/1 van de Raad van State, gegeven op 3 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 59quater/1 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup>) in § 1 wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

« Indien de jonge werknemer geen gevolg geeft aan de vraag naar informatie binnen de termijn van één maand bedoeld in het tweede lid, wordt hem een herinnering bij aangetekende brief toegestuurd. »;

2<sup>o</sup>) § 1, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« De jonge werknemer die geen gevolg geeft aan de aangetekende brief bedoeld in het derde lid, binnen een termijn van vijf dagen die aanvangt op de dag volgend op de dag van de ontvangst van de voormelde brief, wordt uitgesloten van het recht op uitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 70. »;

3<sup>o</sup>) § 1, vierde lid, wordt vervangen als volgt :

« De vraag naar informatie bedoeld in het eerste lid en de aangetekende brief, bedoeld in het derde lid, worden geacht ontvangen te zijn op de derde werkdag die volgt op de afgifte van de brief aan de post. »;

4°) au § 2, il est inséré trois alinéas entre le 2° et le 3° alinéa, rédigés comme suit :

« Si le jeune travailleur ne donne pas suite à la demande d'informations dans le délai d'un mois prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un rappel lui est envoyé par lettre recommandée à la poste.

Le jeune travailleur qui ne donne pas suite au rappel par lettre recommandée visé à l'alinéa 2 dans un délai de cinq jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la lettre précitée, est exclu du bénéfice des allocations conformément aux dispositions de l'article 70.

La lettre recommandée à la poste visée à l'alinéa 2 est censée être reçue le 3<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste. ».

**Art. 2.** A l'article 59<sup>quater</sup>/2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 20 juillet 2012, sont apportées les modifications suivantes :

1°) au § 1<sup>er</sup>, il est inséré un alinéa entre le 2° et le 3° alinéa, rédigé comme suit :

« Si le jeune travailleur ne donne pas suite à la demande d'informations dans le délai d'un mois prévu à l'alinéa 2, un rappel lui est envoyé par lettre recommandée à la poste. »;

2°) le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Le jeune travailleur qui ne donne pas suite au rappel par lettre recommandée visé à l'alinéa 3, dans un délai de cinq jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la lettre précitée, est exclu du bénéfice des allocations conformément aux dispositions de l'article 70. »;

3°) le § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« La demande d'informations visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et la lettre recommandée à la poste visée à l'alinéa 2 sont censées être reçues le 3<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste. »;

4°) au § 2, il est inséré trois alinéas entre le 2° et le 3° alinéa, rédigés comme suit :

« Si le jeune travailleur ne donne pas suite à la demande d'informations dans le délai d'un mois prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un rappel lui est envoyé par lettre recommandée à la poste.

Le jeune travailleur qui ne donne pas suite au rappel par lettre recommandée visé à l'alinéa 2 dans un délai de cinq jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la lettre précitée, est exclu du bénéfice des allocations conformément aux dispositions de l'article 70.

La lettre recommandée à la poste visée à l'alinéa 2 est censée être reçue le 3<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste. ».

**Art. 3.** A l'article 59<sup>quinquies</sup>/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 20 juillet 2012, sont apportées les modifications suivantes :

1°) au § 1<sup>er</sup>, il est inséré un alinéa entre le 2° et le 3° alinéa, rédigé comme suit :

« Si le jeune travailleur ne donne pas suite à la demande d'informations dans le délai d'un mois prévu à l'alinéa 2, un rappel lui est envoyé par lettre recommandée à la poste. »;

2°) le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Le jeune travailleur qui ne donne pas suite au rappel par lettre recommandée visé à l'alinéa 3, dans un délai de cinq jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la lettre précitée, est exclu du bénéfice des allocations conformément aux dispositions de l'article 70. »;

3°) le § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« La demande d'informations visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et la lettre recommandée à la poste visée à l'alinéa 3 sont censées être reçues le 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste. »;

4°) au § 2, il est inséré trois alinéas entre le 2° et le 3° alinéa, rédigés comme suit :

« Si le jeune travailleur ne donne pas suite à la demande d'informations dans le délai d'un mois prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un rappel lui est envoyé par lettre recommandée à la poste.

Le jeune travailleur qui ne donne pas suite au rappel par lettre recommandée visé à l'alinéa 2 dans un délai de cinq jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la lettre précitée, est exclu du bénéfice des allocations conformément aux dispositions de l'article 70.

4°) in § 2 worden tussen het eerste en het tweede lid drie leden ingevoegd, luidende :

« Indien de jonge werknemer geen gevolg geeft aan de vraag naar informatie binnen de termijn van één maand bedoeld in het eerste lid, wordt hem een herinnering bij aangetekende brief toegestuurd.

De jonge werknemer die geen gevolg geeft aan de aangetekende brief bedoeld in het tweede lid, binnen een termijn van vijf dagen die aanvangt op de dag volgend op de dag van de ontvangst van de voormelde brief, wordt uitgesloten van het recht op uitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 70.

De aangetekende brief, bedoeld in het tweede lid, worden geacht ontvangen te zijn op de derde werkdag die volgt op de afgifte van de brief aan de post. ».

**Art. 2.** In artikel 59<sup>quater</sup>/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in § 1 wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

« Indien de jonge werknemer geen gevolg geeft aan de vraag naar informatie binnen de termijn van één maand bedoeld in het tweede lid, wordt hem een herinnering bij aangetekende brief toegestuurd. »;

2°) § 1, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« De jonge werknemer die geen gevolg geeft aan de aangetekende brief bedoeld in het derde lid, binnen een termijn van vijf dagen die aanvangt op de dag volgend op de dag van de ontvangst van de voormelde brief, wordt uitgesloten van het recht op uitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 70. »;

3°) § 1, vierde lid, wordt vervangen als volgt :

« De vraag naar informatie bedoeld in het eerste lid en de aangetekende brief, bedoeld in het derde lid, worden geacht ontvangen te zijn op de derde werkdag die volgt op de afgifte van de brief aan de post. »;

4°) in § 2 worden tussen het eerste en het tweede lid drie leden ingevoegd, luidende :

« Indien de jonge werknemer geen gevolg geeft aan de vraag naar informatie binnen de termijn van één maand bedoeld in het eerste lid, wordt hem een herinnering bij aangetekende brief toegestuurd.

De jonge werknemer die geen gevolg geeft aan de aangetekende brief bedoeld in het tweede lid, binnen een termijn van vijf dagen die aanvangt op de dag volgend op de dag van de ontvangst van de voormelde brief, wordt uitgesloten van het recht op uitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 70.

De aangetekende brief, bedoeld in het tweede lid, worden geacht ontvangen te zijn op de derde werkdag die volgt op de afgifte van de brief aan de post. ».

**Art. 3.** In artikel 59<sup>quinquies</sup>/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in § 1 wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

« Indien de jonge werknemer geen gevolg geeft aan de vraag naar informatie binnen de termijn van één maand bedoeld in het tweede lid, wordt hem een herinnering bij aangetekende brief toegestuurd. »;

2°) § 1, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« De jonge werknemer die geen gevolg geeft aan de aangetekende brief bedoeld in het derde lid, binnen een termijn van vijf dagen die aanvangt op de dag volgend op de dag van de ontvangst van de voormelde brief, wordt uitgesloten van het recht op uitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 70. »;

3°) § 1, vierde lid, wordt vervangen als volgt :

« De vraag naar informatie bedoeld in het eerste lid en de aangetekende brief, bedoeld in het derde lid, worden geacht ontvangen te zijn op de derde werkdag die volgt op de afgifte van de brief aan de post. »

4°) in § 2 worden tussen het eerste en het tweede lid drie leden ingevoegd, luidende :

« Indien de jonge werknemer geen gevolg geeft aan de vraag naar informatie binnen de termijn van één maand bedoeld in het eerste lid, wordt hem een herinnering bij aangetekende brief toegestuurd.

De jonge werknemer die geen gevolg geeft aan de aangetekende brief bedoeld in het tweede lid, binnen een termijn van vijf dagen die aanvangt op de dag volgend op de dag van de ontvangst van de voormelde brief, wordt uitgesloten van het recht op uitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 70.

La lettre recommandée à la poste visée à l'alinéa 2 est censée être reçue le 3<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste. ».

**Art. 4.** A l'article 70 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 janvier 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup>) le § 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Le jeune travailleur visé à l'article 36 qui n'a pas donné suite à la lettre recommandée visée aux articles 59<sup>quater</sup>/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 ou § 2, alinéa 2, 59<sup>quater</sup>/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 ou § 2, alinéa 2 ou 59<sup>quinquies</sup>/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 ou § 2, alinéa 2, est exclu du bénéfice des allocations.

La décision prise en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> produit ses effets à partir du lendemain de l'expiration du délai de cinq jours ouvrables prévu respectivement aux articles 59<sup>quater</sup>/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 ou § 2, alinéa 3, 59<sup>quater</sup>/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 ou § 2, alinéa 3 ou 59<sup>quinquies</sup>/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 ou § 2, alinéa 3. »;

2<sup>o</sup>) le § 3, 1<sup>o</sup>, est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1<sup>o</sup> soit le formulaire complété et les preuves écrites éventuelles ou la demande écrite d'entretien visés respectivement aux articles 59<sup>quater</sup>/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ou § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 59<sup>quater</sup>/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ou § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ou 59<sup>quinquies</sup>/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ou § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, parviennent au bureau du chômage; ».

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013.

**Art. 6.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

De aangetekende brief, bedoeld in het tweede lid, worden geacht ontvangen te zijn op de derde werkdag die volgt op de afgifte van de brief aan de post. ».

**Art. 4.** In artikel 70 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup>) § 2 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. De in artikel 36 bedoelde jonge werknemer die geen gevolg heeft gegeven aan de aangetekende brief bedoeld in de artikelen 59<sup>quater</sup>/1, § 1, derde lid, of § 2, tweede lid, 59<sup>quater</sup>/2, § 1, derde lid of § 2, tweede lid of 59<sup>quinquies</sup>/1, § 1, derde lid, of § 2, tweede lid, wordt uitgesloten van het recht op uitkeringen.

De beslissing genomen in toepassing van het eerste lid heeft uitwerking vanaf de dag van het verstrijken van de termijn van vijf werkdagen, respectievelijk bedoeld in de artikelen 59<sup>quater</sup>/1, § 1, vierde lid of § 2, derde lid, 59<sup>quater</sup>/2, § 1, vierde lid of § 2, derde lid of 59<sup>quinquies</sup>/1, § 1, vierde lid of § 2, derde lid. »;

2<sup>o</sup>) § 3, 1<sup>o</sup>, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 1<sup>o</sup> hetzij het ingevulde formulier en de eventuele schriftelijke bewijzen of de schriftelijke vraag om een geprek respectievelijk bedoeld in de artikelen 59<sup>quater</sup>/1, § 1, tweede lid, of § 2, eerste lid, 59<sup>quater</sup>/2, § 1, tweede lid of § 2, eerste lid, of 59<sup>quinquies</sup>/1, § 1, tweede lid, of § 2, eerste lid, op het werkloosheidsbureau aankomen; ».

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 november 2013.

**Art. 6.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2013/205893]

**29 OCTOBRE 2013.** — Arrêté royal fixant la date de dépôt telle que visée à l'article 190, § 2, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), de la convention collective de travail visée à l'article 190, § 1<sup>er</sup>, de la loi précitée, pour l'année 2013

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), article 190 § 2 alinéa 2;

Vu l'article 2, 9<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de l'article 19/1, § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en vertu duquel sont dispensés de l'examen préalable les projets d'arrêté royal qui ne doivent pas faire l'objet d'une délibération en Conseil des Ministres;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 août 2013;

Vu l'avis du Conseil National du Travail, donné le 24 septembre 2013;

Vu l'urgence motivée par le fait que les négociations sectorielles ont pris du retard suite à un contexte social et politique particulier visant à réformer et fixer des nouvelles règles en matière de compétitivité et du rapprochement des statuts employés et ouvriers;

Vu que les conventions collectives de travail relatives aux groupes à risque doivent être déposées pour le 1<sup>er</sup> octobre de l'année à laquelle elles se rapportent;

Vu que les négociations sectorielles viennent seulement de commencer;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2013/205893]

**29 OKTOBER 2013.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van neerlegging zoals bedoeld in artikel 190, § 2, tweede lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 190, § 1, van de voornoemde wet voor het jaar 2013

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), artikel 190 § 2, tweede lid;

Gelet op artikel 2, 9<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling op grond waarvan ontwerpen van koninklijk besluit die niet het voorwerp moeten uitmaken van overleg in de Ministerraad vrijgesteld zijn van een voorafgaand onderzoek;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financien, gegeven op 5 augustus 2013;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 24 september 2013;

Gelet op de spoedeisendheid gemotiveerd door het feit dat de sectorale onderhandelingen vertragen hebben opgelopen tengevolge van een bijzondere sociale en politieke context die tot doel had te hervormen en nieuwe regels vast te stellen inzake competitiviteit en de toenadering van de statuten van arbeidsers en bedienden;

Gelet op het feit dat de collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot de risicogroepen neergelmeigd moeten worden vóór 1 oktober van het jaar waarop zij betrekking hebben;

Gelet op het feit dat de sectorale onderhandelingen pas gestart zijn;